

LA GAZETTE

du Congrès

n°1

**pour le succès
de nos luttes
unissons-nous**

Aujourd'hui s'ouvre le 72ème Congrès de l' U.N.E.F .
Au coeur des luttes.

Alors que le Comité National Interfacs appelle au rassemblement et à l'action pour obtenir un autre budget de l'enseignement. Alors que se préparent les manifs du 26 novembre ,du 29 novembre et du 5 décembre.

Nous voulons être plus encore au service du mouvement étudiant, en permettant partout le plus large rassemblement, le plus démocratique, le plus efficace pour gagner.

Déterminés à tout faire pour que ça change,
déterminés à se rassembler pour changer l'Université.

Notre Congrès constitue un moment important des luttes étudiantes, de nouvelles perspectives sont ouvertes au syndicalisme étudiant, à nous d'en préciser les contours et les formes.

le bureau National de l' U.N.E.F.

72ème CONGRES DE L'UNEF : DEROULEMENT

Jeudi 19 Novembre

Vendredi 20 Novembre

Samedi 21 Novembre

Dimanche 22 Novembre

9H00
10H00

Rapport d'Ouverture

Rapport du Bureau National

12H00
12H30

(1)

Commission "A"

- ◊ Le Financement des Universités
- ◊ Structures, Démocratie, Elus
- ◊ L'Evaluation des Connaissances
- ◊ Les 3ème Cycles
- ◊ L'Europe
- ◊ Le Service National

Commission "B"

- ◊ Les Mutuelles
- ◊ Le Salarial
- ◊ Les Etudiant(e)s Etranger(e)s
- ◊ La Vie de l'Etudiant
- ◊ L'Aide Sociale
- ◊ Les Droits et Libertés à l'Université

Séance Plénière
Rapport Commission de la Résolution

DEJEUNER

DEJEUNER

DEJEUNER

DEJEUNER

14H00

Séance Plénière
"Que ça change"

RENCONTRE AVEC
LES ETUDIANTS
STEPHANOIS

Séance Plénière
Compte-Rendu Commissions "A"

Rapport Commission du Règlement Intérieur

16H30
17H00

Pause

(3)

Séance Plénière
La Démocratie Syndicale

Pause

Rapport Commission de l'Appel

17H15

(2)

Rapport Activité Internationale

Rapport Financier
"Les Moyens du Syndicat"

Rapport Commission Candidatures
Election des Instances

19H30

Séance Plénière
"S'organiser, une force"

(4)

Conclusion 72e Congrès

DINER

DINER

DINER

"80 ANS D'UNION
NATIONALE DES
ETUDIANTS DE
FRANCE"

21H00

Soirée de Solidarité Internationale

THEATRE
"3, 2, 1, CHANTEZ"

Séance Plénière
Compte-Rendu Commissions "B"

POT
+
FEU D'ARTIFICE

23H00

(1) Elections : du Bureau du Congrès de la Commission des Mandats de la Commission de la Résolution de la Commission de l'Appel du 72e Congrès.

(2) Présentation des Commissions "A"
(3) Rapport de la Commission des Mandats
(4) Présentation des Commissions "B"

Réunion des Commissions :
◊ Des Mandats : Jeudi 19 à 23 heures
◊ De la Résolution : Jeudi 19, Ven 20, Sam 21 à 23 h
◊ Des candidatures : Samedi 21 à 23 heures
◊ De l'Appel : Samedi 21 à 23 heures
◊ Du Règlement Intérieur : Samedi 21 à 23 heures

REVUE DE PRESSE

ÉDUCATION le monde 14.11.87

Un an après les grandes manifestations

Les deux UNEF mobilisent les étudiants

Novembre est en passe de remplacer le mois de mai dans le calendrier et la mythologie des étudiants. Un an après la tornade contre la loi Devaquet, qui avait réussi à déstabiliser le gouvernement, les organisations étudiantes dressent le tableau de la rentrée universitaire, qui fait référence avec insistance aux espoirs de changement nés à l'automne dernier. Et elles se sont fixés pour les semaines qui viennent des rendez-vous qui coïncident avec les temps forts du mouvement contre le projet Devaquet.

C'est en termes pratiquement identiques que les responsables des deux UNEF viennent d'établir le bilan de la rentrée. Pour Philippe Darrulat, président de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), cette rentrée est « l'une des pires, sinon la pire, jamais connues depuis dix ans ». « Ce ne sont pas des mesures particulières qui aggravent les choses, ajoute-t-il, mais il y a une telle accumulation de problèmes ponctuels, université par université, que le point critique est dépassé. » Xavier Aknine, président de l'autre UNEF (solidarité étudiante) n'est pas moins sévère en estimant que la rentrée est cette année, « plus dure encore que l'an dernier » et en soulignant que « l'Université française s'enfonce dans la crise ».

D'Aix à Toulouse, de Paris à Bordeaux, de Rennes à Saint-Etienne, de Montpellier à Lille, les griefs sont les mêmes : vétusté et exigüité des locaux universitaires, cours et travaux pratiques surchargés, manque d'enseignants titulaires, bricolage des heures complémentaires, discrète augmentation ici ou là des droits d'inscription, sélection introduite à tel ou tel moment du cursus dans de nombreuses disciplines, refus de renouvellement de bourses, tracasseries administratives à l'encontre des étudiants étrangers, contraints de faire la queue des journées entières à Paris pour obtenir le

renouvellement de leur titre de séjour.

Sans oublier les étudiants en éducation physique qui ont manifesté, le 10 novembre à Paris, pour dénoncer la diminution catastrophique du nombre de postes ouverts au concours de recrutement (355 postes en 1988 contre 1 600 en 1982).

La litanie des petites misères de la rentrée trace les contours de la grande misère des universités. « Tout cela est lié, estime l'UNEF-SE, il n'y a pas d'argent pour le supérieur. Si le budget 1988 augmente de 5,2 %, il est insuffisant et reste, avec moins de 0,5 % du PNB, un des plus pauvres d'Europe. » Quant à l'UNEF-ID, elle vient de diffuser un questionnaire auprès de 50 000 étudiants pour connaître leur vision de l'Université : 71 % d'entre eux citent la pénurie comme le problème majeur.

Une grève d'avertissement

Le constat est malheureusement banal. Mais il est établi cette année par une génération d'étudiants qui a découvert sa force et qui a un an et qui a confusément espéré que sa victoire contre le projet Devaquet entraînerait une meilleure prise en compte de l'enseignement supérieur dans les priorités nationales. Sévère désillusion. « Il y a antinomie complète entre le discours qui, depuis un an nous promet monts et merveilles et la situation réelle, souligne Philippe Darrulat, qui vient de demander à rencontrer d'urgence M. Jacques Valade, ministre de l'enseignement supérieur. Il devient évident qu'il n'y a aucune volonté politique du gouvernement d'améliorer le fonctionnement des universités, encore moins d'œuvrer pour augmenter le nombre d'étudiants. On se moque de nous. » « Au vu de ce qui se passe actuellement, ajoute Xavier Aknine,

l'objectif des deux millions d'étudiants en l'an 2000 n'est pas crédible, c'est de la démagogie. »

Cette exaspération n'est encore que latente et localisée. Mais elle risque de devenir rapidement plus explicite et coordonnée. Un assez grand nombre d'étudiants, réunis en assemblée générale viennent de décider, à Dijon, une grève d'avertissement, le 19 novembre, pour dénoncer les conditions de la rentrée. On n'exclut pas, à l'UNEF-ID, que d'autres universités, où les problèmes sont particulièrement sensibles, appellent également à la grève ce jour-là. D'autre part, un comité national de liaison des faos, soutenu par l'UNEF-SE, doit se tenir le 14 novembre à Paris (Censier), afin de « décider des actions nécessaires pour obtenir une révision en hausse du budget 88 ».

Enfin, les semaines à venir seront ponctuées par plusieurs échéances susceptibles de cristalliser et d'élargir ce mécontentement. L'UNEF-SE tient son soixante-douzième congrès à Saint-Etienne du 19 au 22 novembre. Le 29 novembre, l'UNEF-ID et SOS-Racisme appellent à une grande manifestation nationale à Paris contre le racisme. Déjà soutenus par de nombreuses personnalités (universitaires, médecins, artistes, avocats, écrivains), ainsi que par des organisations politiques et syndicales (PS, PCF, FEN, CFDT, etc.), ils espèrent rassembler au moins cent mille manifestants ce jour-là.

Enfin, le 5 décembre, le comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986 organise une manifestation nationale à Paris à la mémoire de Malik Oussékine, l'étudiant tué lors des manifestations de l'an dernier. Autant d'occasions de rappeler au gouvernement que les étudiants et les lycéens l'avaient fait trembler il y a un an.

GÉRARD COURTOIS.

Quarante-quatre centres universitaires réunis samedi à Censier

LE FLUX DES FACs

Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur, « l'état d'urgence » est décrété dans les universités
à l'occasion de la grève et manifestations le 26 novembre. Les lycéens dans la rue dès mercredi à Paris

des droits d'ins-
place de concours
pour barrer l'accès
cours surchargés,
nants, les locaux
résidences univer-
déplorable. Bref,
ce contre quoi
attus », dit Anne.
on d'argent, de
joute-t-elle encore
chiffres. Vingt-trois
produit intérieur
table du budget de
leur. Quatre cent
liards, c'est celui,
programmation mi-
: « nous devons
urgence dans les
if précis d'obtenir
hausse du budget
supérieur.

par une question
« Quelles organi-
ment ? », demande
par Paris-XIII,

Bruno monte au créneau : « Les opi-
nions de chacun, ce n'est pas important
quand le problème est de gagner des
moyens pour l'université. Mettons-nous
au boulot, et pour ça, pas besoin d'éti-
quette politique. » Les applaudissements
qui saluent l'intervention de Bruno tran-
chent le débat, et le traditionnel « tour
des facs » peut commencer.

Un tour infernal. De Saint-Etienne,
Marc parle de « situation dramatique »
et d'étudiants « prêts à réagir ». Il ra-
conte comment la lutte a déjà com-
mencé par l'organisation en pleine rue
de travaux dirigés « sauvages », et par

la vente au rabais, devant la mairie sté-
phanoise, de diplômes bidon. De
Nancy, même révolte contre les TD sur-
chargés, et même mobilisation avec
mille trente signatures sur une pétition.
De Nice, Olivier cite deux chiffres : six
mille étudiants en fac de droit dans des
locaux qui ne peuvent en accueillir que
deux mille. Sans commentaire.

D'Aix-Marseille et de Sciences-Po,
Philippe et Gilles expliquent que l'admi-
nistration a augmenté les droits d'ins-
cription. De Jussieu, Fred évoque la fer-
meture de la bibliothèque. De Nanterre,
on indique que le budget est en dimi-
nution de 3 % et qu'à la cité U, trente-six
chambres non renouvelées ont dû être fer-
mées. De Caen, on entend « pas de
crédits ». De Mulhouse, on révèle que
les redoublants n'ont plus droit aux
bourses. De Marseille-Saint-Charles, on
s'indigne contre les locaux insalubres.

Ah, les locaux ! Bête noire des étu-
diants de Paris-VIII (Saint-Denis) qui
doivent désormais affronter la sélection
par « tirage au sort ». Sacrée trouvaille :
dans une salle où ils sont quatre-vingts
pour quarante places, le prof leur de-
mande de désigner entre eux qui doit
assister au cours, et qui doit sortir. Au

bâtiment H, les exclus sont au grand air,
dans le froid, debout sur une chaise,
l'oreille pointée vers une fenêtre ouverte
pour tenter d'entendre le cours et de
prendre des notes. « Il y a vraiment un
esprit de révolte, dit l'un des délégués de
la fac, et à la dernière AG l'amphi était
plein à craquer ».

Idem ailleurs. Les assemblées gé-
nérales se sont multipliées ces derniers
jours avec, sur certains campus, une par-
ticipation qui n'est pas loin d'atteindre
le niveau de l'an dernier. Ce sont ces
« possibilités de rassembler et d'élargir
la mobilisation » dont ont aussi bien

parlé Marianne, de Paris-IV-
Clignancourt, ou Corinne, de Paris-I-
Panthéon, pour qui « la riposte doit être
à la hauteur des attentes », avec la certi-
tude que « l'on peut gagner ».

Certitude qui a conduit le comité na-
tional inter-facs à soumettre plusieurs
propositions aux assemblées qui vont se
tenir cette semaine dans chaque univer-
sité et grande école : référendum nation-
al sur le budget, grève et manifesta-
tions le 26 novembre, soutien à la
journée du 29 novembre contre le ra-
cisme et pour l'égalité, et appel à la ma-
nif nationale du 5 décembre à Paris en
hommage à Malik Ousseki.

Le comité des familles des étudiants
et lycéens victimes des violences poli-
cières en décembre 1986 était d'ailleurs
présent samedi à Censier. En son nom,
Jean-François Codani a indiqué que
cinquante-neuf organisations avaient
déjà signé l'appel du comité. Répondant
à la question d'un étudiant, il a précisé
que SOS Racisme et l'UNEF ID avaient

refusé de signer ce texte ; information
accueillie par une bordée de sifflets
dans l'amphi.

Côté lycéens, plusieurs coordinations
départementales se sont déjà mises en
place. Une vingtaine d'établissements de
la région parisienne sont actuellement
en grève, et des assemblées sont convo-

occasion du
; nous ap-

toutes les
l'indépen-

de rassem-
dans cha-
ppartient à
e d'organi-

présidents
ment posi-
aires.

l'enseigne-
sacrer une
militaires à
dans toutes
oncent par

l'enseigne-

nel, et réin-
Etat dans

du comité
actions par

fac le 4 décembre, et une manifestation
nationale le 5 décembre à Paris. Nous
proposons, dans chaque université, de
faire de ces dates des journées de lutte
et de débats sur les violences policières,
la répression anti-syndicale, la situation
de l'Université et de la jeunesse. Ces
initiatives seront préparées en commun
dans les assemblées générales et les co-
mités.

Enfin, parce que la lutte étudiante est
partie prenante du combat de la jeu-
nesse contre la sélection — qu'elle soit
sociale ou raciale — pour l'égalité des
droits, les libertés, nous appelons à ma-
nifester le 29 novembre dans la rue.

Augmentation du budget de l'Éduca-
tion, de l'Université, satisfaction de nos
revendications, actions, grèves, rassem-
blements, manifestation le 26 novem-
bre ! Partout, réunissons des AG, for-
mons nos comités. A l'issue de la manif
du 26, se tiendra une interfac nationale
composée de cinq délégués par univer-
sité.

Paris, le 14 novembre 1987

quées aujourd'hui et demain dans une
centaine de bahuts. Une première ma-
nifestation se déroulera mercredi devant le
ministère de René Monory, avant la réu-
nion nationale lycéenne samedi et di-
manche à Paris.

Gilles Smaïja

'Humanité'

17.11.87.

Contributions

au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

Contribution au 72^e Congrès
Batreau Philippe
Assoc. Sc. Eco. Nanterre

POUR UN SYNDICALISME DE MASSE

Le texte préparatoire au 72^e Congrès de l'UNEF évoque clairement la crise du syndicalisme étudiant.

On constate, en effet, une crise qui touche l'ensemble des organisations syndicales étudiantes, due en grande partie à une méfiance envers les appareils et les structures.

Les syndicats ont parfois une mauvaise image auprès des étudiants qui les associent souvent à des antennes de partis politiques. Les syndicats doivent donc partir à la reconquête des étudiants pour avoir plus de poids, et alors plus d'efficacité.

Les enjeux de l'année universitaire 1987/88 sont importants. On doit se mettre en garde contre le retour discret de ce que nous avons chassé l'hiver dernier : la sélection, l'émergence de facultés ou filières réservées à une élite, etc...

La suppression de TD, le désengagement financier de l'État, et les bacheliers en attente de place à l'Université sont autant de problèmes à traiter pour les syndicats étudiants qui se sentent concernés.

Or, pour partir à la reconquête des étudiants, mener des luttes et faire des propositions il est banal d'affirmer que l'union fait la force.

L'UNEF, aujourd'hui, doit de la base au sommet, pour plus d'efficacité, mener des actions communes avec les syndicats proches de nous (UID, PSA).

Sur le terrain, aux conseils de l'Université, au CROUS, partout l'Union est nécessaire. Les différentes organisations syndicales défendant les mêmes principes (admission du plus grand nombre à l'Université, amélioration des conditions d'étude...) doivent surmonter leurs a priori politiques, s'il en existe, pour se retrouver sur un terrain purement syndical.

Le syndicalisme de masse passe par des actions de masse, unitaires.

La crédibilité des syndicats étudiants, dont l'UNEF, dépend de la qualité et de l'efficacité de leurs actions.

Pour un syndicalisme en mouvement, il ne faut pas hésiter à se retrouver entre étudiants ayant un même but : un enseignement supérieur de qualité pour le plus grand nombre.

Contribution au 72^e Congrès
Zeghni Sylvain
Association de sciences-éco
Nanterre

Pour un enseignement finalisé dans les 2^e et 3^e cycle.

En ce domaine, il me semble que l'on doit respecter deux principes. Tout d'abord il est nécessaire de maintenir l'autonomie des universités quant à la création des diplômes nationaux afin de maintenir l'esprit d'initiative pédagogique et d'offrir aux établissements la possibilité de s'adapter à leur environnement. Mais, et c'est le second principe, il faut réaffirmer l'exigence de diplômes nationaux afin que la valeur des diplômes ne puisse être remise en cause et qu'une université ne puisse soumettre à des contrôles supplémentaires le détenteur d'un diplôme acquis dans un autre établissement (ce qui malheureusement existe déjà).

Il serait souhaitable de conserver une formation générale de base pour tous en introduisant progressivement, dès le début du second cycle, des éléments de formation professionnelle nécessaire pour insérer l'étudiant dans la vie active. Mais, des erreurs sont à éviter comme : rechercher une trop grande spécialisation ou imiter le système des grandes écoles. Il faut donc limiter les formations telles que les MST ou les Magistères dans la mesure où elles supposent une sélection sévère après le DEUG et où elles conduisent à des qualifications très pointues.

Dès lors, plutôt que de « sur-spécialiser » les formations universitaires du 2^e cycle et de réguler les flux d'entrées par le biais d'habilitation trop individualisées, il faut au contraire finaliser ces formations par le biais d'options successives notamment en dernière année.

Dans cette optique, il conviendrait de développer le nombre des DESS et de renforcer le niveau des DEA, ces derniers devant jouer un véritable rôle de formation à la recherche et non plus de super-maîtrise à vocation générale.

En conclusion, il faut éviter :

- Tout diplôme universitaire étroitement spécialisé, établi en fonction des « besoins » économiques mal définis et souvent à court terme.

- La création de deux types de maîtrises trop tranchés : les MST et Magistères à orientation professionnelle très forte, aux horaires lourds et à la sélection féroce d'une part et d'autre part les autres maîtrises vouées au rôle de parking et dévaluées aux yeux du public.

Christophe NOUHAUD
(Association Histoire)

A.G.E. de Limoges.

POUR UN SECOND RENOUVEAU DE L'UNEF

Au Congrès de Limoges, nous avons stigmatisé les dangers de la politique CHIRAC-MONORY-DEVAQUET en matière d'enseignement supérieur, et nous faisons en même temps un premier bilan (riche) des luttes en cours contre les premières manifestations du projet "libéral" pour l'Université.

Qui aurait cru alors, que ces luttes n'étaient que les prémices du plus formidable mouvement de masse que nous ayons connu depuis près de 20 ans, qui aurait cru aussi que l'UNEF, qui était dans de nombreuses villes responsable de ces luttes, allait sous bien des aspects, passer à côté d'un mouvement impliquant l'ensemble de la jeunesse scolarisée de ce pays.

1986 et 1987 allaient en effet consacrer l'affaiblissement de l'UNEF (jusqu'alors prédominante à l'Université).

1)- Affaiblissement électoral tout d'abord.

Avec 23,5 % des voix (pendant l'hiver 85/86), contre 36 % à l'UID, l'UNEF (malgré un score supérieur aux précédentes élections en conseil d'UFR) perdait sa place de première organisation étudiante.

Les dernières élections aux CROUS ne firent qu'accroître l'écart : 18% (contre 32% en 1982 et 43% en 1981), pour nous, face à l'UNEF I.D. (37% contre 29% en 1982), et ceci malgré un effort quantitatif important en matière de propa. nationale (sur lequel il y aurait beaucoup à dire).

2)- Perte de crédibilité et mauvaise image de marque pendant le Mouvement.

À la pointe du mouvement au printemps 86 (à Aix ou Bordeaux) et encore à la rentrée 86 (Nice), l'Unef va très vite (sauf dans de rares villes, comme Limoges) perdre cet avantage, et se retrouver largement dépassée par les événements de Novembre/Décembre, faute de s'être placée dans la perspective d'un retrait possible du projet DEVAQUET, et d'avoir jeté à temps toutes ses forces dans la bataille.

En effet, ÉTAIT-IL RESPONSABLE ET MÊME OPPORTUN :

- de rejeter les initiatives unitaires (Appel de CAEN) dont seront issues plus tard les coordinations nationales ?

- de refuser d'engager une bataille spécifique pour le retrait du projet, malgré les demandes répétées de nombreuses A.G.E. (Limoges, Rouen,...) ?

- de lancer une grande campagne sur la Sécu étudiante en octobre, et pire, de persister en Novembre, alors que dans de nombreuses villes la pression montait ? (1000 étudiants dans les rues de Limoges le 13 novembre ! à l'appel de l'AGEL)

- de fixer aux 28 et 29 novembre, la tenue des Assises nationales de l'UNEF, alors qu'à cette date le projet Devaquet aurait (déjà) dû être voté à l'Assemblée Nationale ! ou d'essayer de casser la "grève de l'UID" au tout début du Mouvement. D'autres organisations sauront opérer des choix plus circonstanciés (cf. les "Etats Généraux" de l'UNEF I.D. le 21.11, véritable point de départ du Mouvement).

Autant l'analyse de l'Unef, inscrivant le Projet Devaquet dans un contexte de politique générale était pertinente, autant d'un point de vue tactique, elle ne pouvait conduire qu'à l'effacement de notre orga. face à un mouvement de masse.

La tenue des ASSISES DE CRETEIL ne permettra pas à l'UNEF de rattraper ce retard. Ainsi notre syndicat, ne profitera t'il qu'assez peu de la dynamique créée par le Mouvement (les résultats des différentes élections sont là pour le prouver).

L'UNEF sera à l'heure au rendez vous des ETATS GENERAUX, et en sortira renforcée, mais aux yeux d'un public beaucoup plus restreint (les quelques milliers d'étudiants qui participèrent de près ou de loin à leur préparation).

3)- Affaiblissement en terme militant :

Plusieurs AGE (dont Limoges et Toulouse) auront à subir le départ de plusieurs militants souvent dirigeants locaux du syndicat, qui avaient été actifs pendant le Mouvement. Si la perte en nombre de cartes restait limitée (largement compensée par de nouvelles adhésions), les A.G.E. concernées y perdirent en influence et en crédibilité.

Le départ de ces adhérents (pour la plupart membres ou sympathisants du Mouvement de la Jeunesse Socialiste), prévisible depuis le Congrès de COLOMBES, c'est aussi le départ d'un courant qui a témoigné en son temps, une certaine ouverture de l'Unef, et qui a pendant longtemps nourri le débat interne au syndicat. C'est pour l'Unef une perte de substance, dont on ne peut se réjouir, d'autant plus qu'ils sont allés grossir les rangs d'un syndicat (l'UNEF I.D.), qui aura connu cette année une véritable consécration médiatique.

Aujourd'hui, il est temps pour l'UNEF DE TIRER TOUTES LES LECONS DU MOUVEMENT, quant à son mode de fonctionnement, la forme de son discours, le contenu de ses publications...etc.

1)- En particulier, nous devons tenir compte du besoin de Démocratie et d'auto-organisation manifesté par les étudiants.

Cela veut dire pour l'UNEF : - Redonner un réel pouvoir de direction aux collectifs d'A.G.E. et au C.N., ouvrir largement nos assemblées générales et nos réunions d'associations aux non syndiqués.

- Faire de la transparence de nos débats, et de la circulation de l'information un soucis permanent

2)- A nous de développer une véritable activité en direction des lycéens, qui ne disposent pas de structures syndicales, et qui, ne l'oublions pas, ont formé les gros bat ailons des manifestations de l'automne dernier, ils sont l'enjeu des années à venir.

3)- A nous aussi de faire notre les valeurs véhiculées par le Mouvement. Par exemple : - d'être à la pointe du combat à l'Université, contre le racisme et toutes les formes d'exclusion (sans attendre que d'autres prennent l'initiative à notre place) - d'adopter une attitude franche et dépouillée d'ambiguïté vis à vis de tous les étudiants qui luttent à l'Est comme à l'Ouest, pour des revendications proches des nôtres.

4)- Depuis les grèves, des groupes de réflexion se sont constitués, certains fonctionnent encore, une revue est née "NOUVELLE DONNE", à leur suite, les Etats Généraux ont exprimé pour la première fois à grande échelle, les revendications des étudiants.

A nous, à partir de ce travail considérable, de dégager des axes de bataille, mobilisateurs, oserais-je dire un "programme", qui irait bien au delà de l'action pour le vote d'un simple collectif budgétaire, dont sait bien, qu'en toute hypothèse, son contenu ne correspondra pas à notre attente.

Un SYNDICAT DE LUTTES doit aussi être un syndicat capable de construire des propositions issues des luttes que nous menons : propositions locales, mais aussi propositions nationales basées sur des analyses, des études chiffrées, ce que l'UNEF n'est plus capable de faire sérieusement depuis plusieurs années. Cela passe aussi par la poursuite de la réorganisation du travail du BN et la reconstruction de structures nationales par secteurs d'études.

Notre crédibilité, s'est ainsi que nous la regagnerons, à la fois auprès des étudiants, et auprès de nos interlocuteurs institutionnels.

5)- A nous enfin, de faire la démonstration à la grande masse des étudiants, qui a découvert la lutte collective, que le syndicat, à l'image de l'UNEF, est bien la structure appropriée, indispensable et incontournable, pour prolonger l'action pour une UNIVERSITE REELLEMENT DEMOCRATIQUE.

Pour cela, il nous faut impérativement rénover notre langage, et notre propagande, et tirer là aussi, tous les enseignements de nos échecs électoraux répétés, dûs pour une bonne part à une propa inadaptée.

Si nous voulons reconquérir le terrain perdu, il nous faut non seulement faire la preuve de notre efficacité, mais aussi GAGNER, FACE A L'U.I.D., LA BAT AILLE DE LA COMMUNICATION.

6)- En dernier lieu, la lutte de l'automne et ses suites, ont posé la question difficile de "L'UNITE" :

- Unité des étudiants, qui s'est faite dans la lutte, naturellement, au delà des organes et malgré elles, jusqu'aux Etats Généraux, rejetant les tentatives de récupération de l'UNEF I.D.

- Unité des organisations, conjoncturelle et conflictuelle, pendant le Mouvement, mais sans lendemain.

Ce thème de l'Unité, martellé depuis de nombreuses années par l'UID, lui a largement profité, et nous a condamné à une attitude défensive et de refus. L'UNEF a manqué une occasion d'échapper (au moins pour un temps) à ce chantage à l'unité, en refusant, au CONGRES DE LIMOGES, de reconnaître les convergences qui existaient alors avec l'UNEF I.D. et P.S.A., face aux attaques d'une ampleur nouvelle préparées par le Gouvernement, et d'en tirer les conséquences.

Aujourd'hui, près d'un an après la fin du Mouvement, la division syndicale semble plus profonde encore. Pourtant nous ne devons pas, nous satisfaire de cela, et pour prévenir tout nouveau chantage de l'UNEF I.D., reprendre à notre actif le thème de l'unité avec les étudiants, sans en faire bien sûr un préalable à l'action.

Soyons le plus possible à l'offensive sur tous les terrains, afin de pousser les organes concurrentes à nous suivre, à collaborer avec nous, ou à se démarquer.

Comme pendant le Mouvement, c'est avec les étudiants que nous devons imposer l'unité aux organisations.

POUR CETTE "RECONQUETE", l'UNEF dispose de plusieurs atouts, atouts qui depuis toujours, ont fait l'originalité et la force de l'Unef, face à ses concurrents et adversaires :

* DES POSITIONS CLAIRES, en matière universitaire, qui colent le mieux aux revendications des étudiants telles qu'ils les ont exprimées pendant le Mouvement et aux Etats Généraux. Sans oublier, une attitude respectueuse des structures que s'étaient données les étudiants, pendant toute la durée du Mouvement, refusant tout compromis, toute négociation séparée (à la différence de l'UID).

* DES STRUCTURES DE SERVICES dynamiques, en plein développement dans de nombreuses A.G.E. (Rouen, Limoges, Grenoble, P. VIII, P. XII, Tolbiac, Poitiers, Lyon, Bordeaux,...etc), dont le B.N. redécouvre heureusement l'importance, aujourd'hui.

Ce sont autant de points d'appui pour le développement du syndicat, de la solidarité étudiante, et avec nous, d'un tissu associatif à la fac.

* DES ELUS, moins nombreux que par le passé, mais qui, par une activité régulière d'aide et d'information des étudiants (interventions en amphis, compte rendu des conseils, tenue de permanences,...etc), et avec l'aide active de la structure nationale (B.L.E., dossiers techniques,...etc) peuvent être à l'origine d'un nouveau développement de l'Unef.

JE TERMINERAI PAR UN SOUHAIT (qui je l'espère ne sera pas un vœu pieux) : QUE CE 72ème CONGRES SOIT CELUI DE L'OUVERTURE, ET SANS RIEN CEDER SUR LE FOND, SEIZE ANS APRES LA SCISSION DE 1971, CELUI D'UN SECOND RENOUEAU POUR L'UNEF.

les demandes
d'intervention sont
à déposer à la
Tribune

les amendements
au texte peuvent
être déposés
jusqu'à la clôture de
la 1^{ère} journée

Vos articles, dessins,
messages
Paraîtront dans le
numero 2 s'ils sont
déposés
à la tribune avant
ce soir

4 jours de Congrès
4 numéros
de la gazette
c'est ça
l'actualité !

LA GAZETTE

du Congrès
n°2

S'ETIENNE. 20 Novembre 1987

Se Rassembler pour changer l'université.

EDITO

BONJOUR CONGRES !

J'ai pris le congrès au vol, ce matin...Après une journée parisienne fatigante et fertile: les deux assemblées générales auxquelles j'ai assisté m'ont assuré, si j'en avais besoin, du chemin qui s'accomplit dans la tête des étudiants: A Censier, ils n'ont pas laissé l'UNEF ID restreindre la volonté d'action à la cause légitime de l'antiracisme; la manif du 26 pour le réengagement de l'Etat dans le budget de l'université. Les étudiants veulent y aller, ils iront! Ils veulent dénoncer les violences policières, la répression, et seront dans la rue le 5 décembre à l'appel du comité des familles.A la Sorbonne, le même accord, prolongé par la constitution d'un comité chargé de coordonner les efforts dans tous les UFR.Le soir, un bazar incroyable à l'Interfac parisienne de Jussieu: pas de lumière.D'un débat fouillis, à la lueur des cigarettes, sont sortis cependant des récits de ce qui se passait dans les facs, et, comme dans les AG, aboutissement à la préparation de la manif du 26.Le comité des 21 a proposé de s'augmenter: chose faite; parcours de manif proposé: Place d'Italie-Boulevard des Gobelins-Rue Gay Lussac-Boulevard St Michel-Boulevard St Germain, dissolution àSolferino.Et Hop !

Nous sommes pour beaucoup dans la mobilisation qui se développe.Tout n'est pas encore gagné.Pour cela, saisissons nous de ce 72ème congrès pour y développer notre orientation:celle du syndicat qui n'est pas seulement une force de protestation mais aussi un lieu de propositions pour une autre université.Pendant et après ce Congrès, avant et après le 26, utilisons nos commissions, nos secteurs à plein, pour forger et affiner nos réponses aux questions que se posent les étudiants.

Catherine JOUANNEAU
SORBONNE

VOS ARTICLES, DESSINS, MESSAGES
PARAITRONT DANS LE NUMERO
3 S'ILS SONT DONNES A PASCAL
FRAUDIN DE NANTERRE OU A
THIERRY HIN DE TOLBIAC AVANT
CE SOIR .

BUREAU DU CONGRES

Xavier AKNINE (Médecine Paris VI)
Olivier BONNET (LEA Orléans)
Dominique BOUILLAUD (Géographie Paris III)
Marianne BOUCHERET (Histoire Clignancourt)
Laurent COLLET (Droit Paris 10 Nanterre)
Laurence COLLIN (Economie Paris VIII)
Jean-François COURTILLE (Histoire Paris I)
Patricia DAGUERRE (Histoire Nancy)
Frédéric GEISSMANN (Médecine Paris VI)
Frédéric GENEVEE (Histoire Paris I)
Catherine JOUANNEAU (Archéologie Paris I)
Ronan KEREST (Sciences Saint-Etienne)
Eric LAFON (Histoire Paris I)
Sylvie LARUE (EPS Rennes)
Patricia LEOTARD (PSYCHOLOGIE Aix-en-Provence)
Vincent MARKIDES (Géographie)
Marc PETIT (Economie Saint-Etienne)
Olivier RIOUFFE (Géologie Nice)
Marc ROSSETTI (Aménagement Nanterre)
Fabienne SOULAS (AES Paris I Panthéon)
Armelle TANVEZ (Anglais Rennes)
Pierre VILLARD (Biologie Jussieu)
Laurent WILD (Droit Nancy)

Commissions

COMMISSION de l'APPEL

Xavier Aknine
Frederic Geissmann
Frederic Lebrun
Patricia Leotard
Olivier Meïer
4 Abst., 1 Refus de Vote
Commission Résolution
Jean-Francois Courtille
Frédéric Genevee
Catherine Jouanneau
PIERRE Villard
3 Abst.

COMMISSION MANDATS

Laurence Collin
Ronan Kerest
Eric Lafon
6 Abst., 1 Refus de vote

REGLEMENT INTERIEUR

Laurent Collet
Fabienne Soulas
Marianne Suner
1 Contre, 7 Abst., 1 Refus

NANTERRE S'EXPRIME PAR
L'IMAGE ET LE TEXTE !!
L'AGEN UNEF, avec la collaboration de l'association des reporters amateurs, a réalisé une expo photo sur le mouvement étudiant, les étudiants en médecine, l'AGEN, la cité U de Nanterre, l'UNEF à la fête de l'Huma, le congrès d'AGE, le 80ème anniversaire etc... Fait avec sérieux et humour, vous pouvez commander les photos en vous adressant à un délégué de Nanterre et en venant les consulter aux tables de Paris X. De même, l'AGEN réalise un mensuel, "LE PELICAN" que vous pouvez consulter au même endroit.

L'AGE de Nanterre



LE SECOND RENOUVEAU DE L'UNEF?...

LE RASSEMBLEMENT !...

Depuis le 71ème congrès à Limoges, la notion de "syndicalisme au coeur des études" a grandi en même temps que le mécontentement des étudiants.

En effet, un champ nouveau pour le syndicalisme s'ouvre du fait de l'émergence et de la pérennisation du mouvement étudiant. L'UNEF se doit d'être et est en grande partie l'outil du rassemblement nécessaire à la naissance et l'intensification des luttes. Dans de nombreuses facs, l'appel de Censier a été diffusé grâce aux AGE et à Lille comme dans beaucoup d'autres Universités l'UID, aussi bien la tendance "Assouline" que la tendance "Danualat" à tout prit pour freiner la reprise des luttes surtout coordonnées au niveau national. Qui de nous, en effet, n'a entendu les petites phrases des syndicalistes du renoncement : "De toute façon, un mouvement étudiant, ça ne marchera pas cette année". Ces petites phrases ne sont que la répétition de celle du Président de l'UID à "Libération" ("Il ne faut pas réutiliser artificiellement les recettes de l'année dernière"), qui ne masque pas sa volonté de voir échouer quelque mouvement que ce soit à partir du moment où il ne le "chapeaute" pas!

En ce début d'année, nous avons la preuve de l'anti-démocratie de l'UID et en ce sens je m'étonne que le copain de Nanterre (dans UNEF INFORM) propose "des accords de la base au sommet avec l'UID et PSA".

Il est clair que nous n'avons pas le monopole de l'action syndicale, il est clair que nous ne sommes pas les seuls étudiants affichant une volonté de changement, mais il est clair aussi que l'UNEF est la seule force syndicale qui n'a pas renoncé, qui ne se satisfait pas de la situation actuelle à l'Université.

Pour le montrer, je ne ferais que rappeler l'attitude de l'UID aux Etats Généraux qui voulait (et tout le monde en convient) casser cette

continuation Originale du mouvement étudiant.

Dans ces conditions, notre originalité en tant que formation syndicale ne pourra que ressortir, et en aucun cas il faut compter sur les médias "indépendants et démocratiques", très lus en lieu étudiant ("Libé") pour donner de nous une image "juste" et de ce fait augmenter notre portée dans le monde étudiant : Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes !

Cela est valable pour l'UNEF, mais c'est aussi valable pour tout le mouvement étudiant aujourd'hui !...

Nicolas SANSU (Association Eco)
AGE LILLE.

POUR UN SYNDICALISME DE MASSE (BIS)

La manifestation du 26 novembre prochain est, nous en sommes tous conscients, un enjeu d'importance pour l'UNEF, et l'ensemble des étudiants. En effet, de l'issue de la manifestation du 26 novembre dépend la suite du mouvement naissant, en partie. L'UID, après avoir appelé, lors du CNL du 14 novembre, à manifester le 26 a changé d'avis pour de sombres raisons de récupération. Il est donc évident que l'action commune "de la base au sommet" avec l'UID semble aujourd'hui hors de propos, si elle ne rejoint pas nos positions. Néanmoins, pour être efficace le 26 novembre, il faut savoir rassembler le plus grand nombre d'étudiants. Il faut donc aller vers tous les étudiants qui se sentent concernés, et il y en a à l'UID et à PSA qui ne retournent pas leur veste comme la direction de l'UID. Si certains étudiants ne sont pas à l'UNEF, mais rejoignent nos positions, cela tient entre autres raisons à l'image que donnent de nous les médias notamment. Nous nous devons de rénover cette image, dans l'action bien sûr.

Philippe BATREAU
Paris X Nanterre

Le congrès est sous la présidence d'honneur de Jean Philippe Casabonne. Voyons clairement les bases et les aboutissements de cette affaire. Arrêté le 6 juillet 1987 à Torremolinos en Andalousie, Jean Philippe a subi lors de son transfert de Málaga à Aloala Néco des menaces (pistolet sur la tempe) et des sévices (coups de poing lui fellait deux dents). Depuis, Jean philippe suit le même "régime" que tous les autres détenus, mesure d'isolement total, multiples et vexatoires "descente" de police dans la prison...

Présenté au juge le 11 juillet, Jean-Philippe a d'abord été accusé d'appartenance à bande armée. Depuis cette date, il n'a pas revu le juge bien qu'il ait toujours nié appartenir à ETA et que ses deux coinceulps l'aient totalement disculpé. Il y a quinze jour, je juge a clos le dossier d'instruction qui ne contient aucunes preuves d'une quelconque participation à une action terroriste, qu'il ne repose que sur le rapport de police.

Le souci majeur du gouvernement espagnol, appuyé par tous les pouvoirs publics français, est la reppression de l'ETA sans discernement et cela au détriment des droits de l'homme. En réalité, et c'est là le plus grave, Jean-Philippe est victime d'intérêts politiques qui le dépassent.

En bref il est victime d'une intolérable atteinte aux droits de l'homme. Nous tenons à rappeler que Jean-Philippe était soutient de famille, que l'on détruit son avenir, que sa famille à dénomre difficultés pour lui rendre visite en Herrera de la Mancha et surtout il faut payer son avocat français et son avocat espagnol. Pour aider à la libération de Jean-Philippe, nous sommes à votre disposition pour des renseignements et surtout, aidez-nous en cotisant à la collecte organisée par l'Ageppa. (Pau)

La LUTTE, OUI ! Mais l'information ?

Je ne reviendrai pas sur le rôle de l'UNEF dans les luttes pour de meilleures conditions d'étude. Les délégations qui se sont exprimées hier ont montré qu'elles payaient.

Mais un paramètre primordial à mon avis n'a pas été évoqué; celui de l'information. Je pense là que l'on touche une des bases des luttes. Les étudiants sont exigeants et cela est normal. Ils veulent être informés d'une façon très pointue. Il faut que la réflexion constructive s'installe, comme l'ont montré les États Generaux, dans l'esprit de tous les étudiants. "l'insécurité sociale" et "faire du neuf à l'université" on été, dans ce domaine, de bonne base de réflexion. Mais tout ne doit pas venir du bureau national comme nous avons trop tendance à exiger

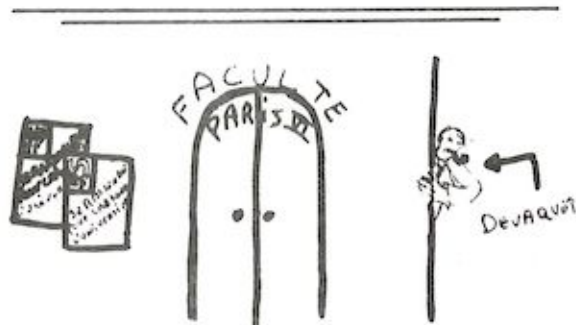
A Nanterre nous sommes apperçu de ce manque du point de vue local. Nous y avons remédié et un copain à été désigné pour ce travail fastidieux mais des plus intéressants.

L'information, nous en avons eu besoin pour le budget car les étudiants nous demandaient des chiffres divers. Nous ne les avons pas. Cette erreur ne doit pas se reproduire. Ceci démontre donc la nécessité d'une recherche poussée et aussi l'efficacité de nos actions sera d'autant plus grande que les bases de réflexions seront solide.

L'information est aussi primordiale pour l'ELU UNEF ! Comment pourrait-il la faire circuler et organiser des ripostes s'il ne la possède pas lui-même ?

Le secteur est donc primordial. Osons inover, osons informer et les luttes seront plus faciles à cibler.

Pascal FRAUDIN
PARIS X NANTERRE



VOUS M'AVEZ OUBLIE, JE PEUX
REVENIR ?



L'AVENIR LEUR APPARTIENT. Le 72^e Congrès de l'UNEF s'est ouvert hier à Saint-Etienne en présence de Xavier Aknine, président national du syndicat étudiant, et de près de cinq cents délégués de toutes les universités de France. Jusqu'à dimanche, ces travaux, placés sous le signe suivant : «Se rassembler pour changer l'Université», décideront des formes d'actions nécessaires pour que l'Université réponde enfin aux aspirations exprimées par les étudiants et aux besoins du pays. Car le pays n'atteindra pas les deux millions d'étudiants uniquement avec des mots. C'est pourquoi l'UNEF appelle les étudiants à se mobiliser pour un réengagement financier de l'Etat. A cet égard, Saint-Etienne était toute désignée pour accueillir ce congrès. Saint-Etienne où, paraît-il, la majorité de droite veut changer l'image de marque de la ville, où il n'est question que de la «Nouvelle Loire», et où la rentrée universitaire s'est effectuée dans des conditions dignes du siècle dernier. En fac d'arts plastiques, il y avait cinq centimètres d'eau dans les amphis ; en anglais, deux cents étudiants pour cent cinquante places... Une rentrée où, plus que jamais, la casse et la sélection vont de pair avec celles de l'industrie départementale. On ne peut que se réjouir que ce soit en ces lieux que les congressistes, représentants des milliers d'étudiants — donc la Loire et la France de demain — viennent exprimer leurs exigences en matière de formation, d'accueil et de moyens, leur refus des combinaisons et discours politiques. L'avenir leur appartient. Souhaitons-leur de bons travaux. (Photo Roland Amador.)

● Des informaticiens toulousains sont mécontents. — Une centaine d'étudiants en informatique de l'université Paul-Sabatier de Toulouse ont occupé pendant près d'une heure, le 18 novembre, le rectorat, pour protéger contre leurs conditions de travail. A la suite de l'inculpation d'un professeur pour contrefaçon de logiciels (*le Monde* du 29 septembre), l'enseignement se fait, en effet, sans utilisation des micro-ordinateurs.

● Manifestation de lycéens à Paris. — 200 lycéens de la région parisienne ont manifesté, mercredi 18 novembre, à l'appel de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) proche de l'UNEF indépendante et démocratique. Protestant contre les classes trop chargées, les lycéens ont défilé entre la place Denfert-Rochereau et les Invalides aux cris de « Monary t'es pas 100 balles ? » et « On peut vivre d'illusions, mais pas étudier sans subventions ».

le Monde 20/11/87

ÇA BOUGE A LYON-II

Réunis en assemblée générale, hier, sur le campus de Bron, les étudiants de l'université Lyon-II Lumière ont pris d'importantes décisions. Faisant suite à l'appel lancé, le 14 novembre dernier, par le comité interfacés réuni à Censier au sujet du budget de l'enseignement supérieur, les étudiants de Lyon-II vont organiser un référendum sur le même thème. Réunis hier, ils ont décidé d'appeler tous les étudiants de Lyon-II à se retrouver mardi prochain.

Une nouvelle assemblée générale sera organisée à 12 h 30 dans le grand amphithéâtre, deux jours avant la journée nationale du jeudi 26, à l'appel du comité national interfacés.

*Huma Rhône Alpes
20/11/87*

*Huma Rhône Alpes
20/11/87*

Les étudiants préparent la manifestation du 26 novembre

UN TON AU-DESSUS

Plusieurs universités se sont déjà prononcées pour la participation à cette journée d'action

UN peu partout en France, les étudiants préparent la manifestation nationale du 26 novembre destinée à obtenir une augmentation substantielle du budget de l'Education nationale. Hier matin, au cours d'une conférence de presse à Censier, le comité chargé de l'organisation de ce rassemblement a fait état des mille et une raisons qu'ont les étudiants de participer à cette initiative. A Aix-en-Provence, treize mille étudiants s'entassent dans un établissement prévu pour six mille. A Villetaneuse, il manque des ordinateurs et les étudiants en sciences économiques n'y ont pas tous accès.

Par-delà les différences existant d'une université à l'autre, un point commun apparaît : le manque de moyens conduisant à la dégradation des conditions d'études et de travail. Quant à la ségrégation sociale qui avait conduit des centaines de milliers de jeunes à manifester l'an dernier contre le projet Devaquet, elle exerce toujours ses ravages. Ainsi, Laurent, un étudiant de Nancy, a évoqué hier l'action menée depuis la rentrée « pour exonération des droits d'inscription et le maintien des bourses ».

Le rassemblement du 26 novembre « vient à point pour nos revendications », ont souligné les représentants des quarante-quatre universités représentées dans le comité national interfacs. La combativité qui s'exprime aujourd'hui s'appuie sur les premiers succès obtenus. A Censier, par exemple, quarante places supplémentaires en licence de cinéma ont pu être débloquées, même si le problème de crédits et des postes d'enseignants n'est toujours pas résolu.



La conférence de presse du collectif Interfacs, hier matin à Censier. (Photo Joël Lumien.)

« Nous voulons les moyens financiers pour travailler dans de meilleures conditions », a indiqué hier Jean-Pierre, d'Aix-en-Provence, l'un des 21 du comité chargés de la préparation de la manifestation de jeudi. Pour beaucoup d'étudiants, en effet, « l'argent existe pour l'enseignement supérieur. On peut y consacrer une part des énormes dé-

penses militaires », ainsi que le souligne le texte de la motion du comité interfacs.

Le rendez-vous du 26 novembre s'organise depuis lundi sous des formes multiples : assemblées générales, votes, référendums... Les premières indications fournies hier ne laissent aucun doute : les étudiants se prononcent dans leur grande majorité pour la participation à

la manifestation. C'est notamment le cas à Jussieu, Censier, Villetaneuse, Antony...

Il y aura également ce jour-là des manifestations dans plusieurs villes universitaires qui ne feront pas le déplacement vers la capitale.

A Paris, le cortège se formera à 13 heures, à Montparnasse, pour se diriger ensuite jusqu'à l'Assemblée nationale.

► **THIAIS.** Les élèves du lycée Guillaume-Apollinaire se sont prononcés hier à bulletin secret pour la participation à la journée de grève et de manifestations du 26 novembre. 75% d'entre eux s'y sont déclarés favorables. Le scrutin a eu lieu classe par classe.

► **RENNES.** Les étudiants et les enseignants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie sont en lutte à la suite du refus du ministre de l'agriculture d'entériner la candidature au poste de directeur de M. Ruellan. André Lajoinie a écrit à François Guillaume pour lui demander de reconsidérer sa position.

► **LUT.** Les parents d'élèves de l'école de Pradines, près de Cahors, occupent l'établissement pour la création d'un troisième poste d'instituteur.

► **AUX LILAS,** en Seine-Saint-Denis, le soutien s'organise autour de Joseph Samba, un étudiant congolais menacé d'expulsion. Sa situation est pourtant claire : il est régulièrement inscrit à l'université de Paris-VIII où il termine sa licence et il est boursier du gouvernement de son pays. A l'appel de l'UEC, des pétitions circulent déjà à Paris-VIII. Hier, une forte délégation s'est rendue au commissariat des Lilas pour exiger la régularisation de la situation de Joseph Samba.

► **AIX-EN-PROVENCE.** Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté mercredi après-midi dans les rues de la ville pour protester contre la surcharge des effectifs. Par ailleurs, 76% des étudiants se sont prononcés pour la manifestation du 26 novembre dans un amphithéâtre de sociologie.

► **NANCY.** Une pétition a recueilli mille signatures pour l'augmentation des bourses et contre l'augmentation des droits d'inscription.

LA GAZETTE

du Congrès

n°3

ST ETIENNE. 22 Novembre 1987

se Rassembler pour changer l'Université

EDITO

ST ETIENNE, CAPITALE DE L'UNEF POUR 4 JOURS.

Toute la délégation de l'UGESE UNEF a rempli son contrat d'organisation technique de ce 72ème congrès. C'est donc sans gêne qu'elle a pu se consacrer avec vous tous à cette étape importante de la vie de l'UNEF. Malgré le temps peu propice en ce mois de novembre, j'espère que ce séjour vous aura été agréable.

Je crois que beaucoup d'entre nous auront considéré ces 3 jours de congrès comme très enrichissante. En effet, dans une période où se développent les luttes à St Etienne comme dans de nombreuses facs de France, ce congrès nous aura permis de nous sentir mieux dans notre peau de syndicaliste, de compléter nos lacunes, si elles existent, face aux luttes, leur organisation, leurs buts..., et de fixer tous ensemble l'orientation de l'UNEF pour l'année à venir.

Je pense qu'en rentrant dans nos facs, avec la pêche, avec l'envie de se battre, nous pourrions faire monter la mobilisation pour rassembler le plus possible pour la manifestation du 26, étape déterminante pour obtenir le budget dont nous avons besoin, étape primordiale pour changer l'Université.

RONAN KERREST, AGE de ST ETIENNE

RAPPORT DU SENAT N°61 au nom des Affaires Culturelles sur le projet
de loi relatif aux ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES.

Ce rapport, présenté par le sénateur Mr Lucotte, représente un retour en force du projet Devaquet à une échelle plus réduite du point de vue des UFR dans lesquels il serait appliqué.

Il n'est cependant pas improbable qu'une fois appliqué dans l'enseignement artistique, le projet ne soit pas étendu à d'autres UFR. Si le gouvernement s'attaque d'abord à ces enseignements, c'est qu'ils sont depuis peu dispensés par l'université et qu'ils forment des maillons faibles dans celle-ci. En résumé, ce projet prévoit :

- La création d'instituts privés (mécénat, banques) dispensant des enseignements pouvant être identiques à ceux de l'université.

- La possibilité d'homologation de diplômes identiques à ceux dispensés par le public dans ces instituts privés. (licences, CAPES, Agregation...)

- la possibilité d'enseigner dans le public avec ces diplômes homologués.
Remarque : la recherche et la formation continue disparaissent complètement du projet.

LA LUTTE A TOLBIAC

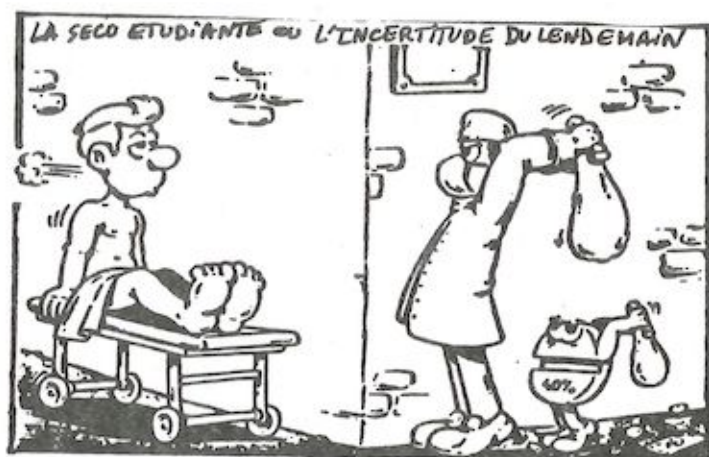
L'année universitaire 87-88 a commencé par des luttes à Tolbiac. L'AGET-UNEF avec les étudiants non inscrits et leurs parents engagent la lutte pour l'inscription. Pari gagné.

Puis, l'Université veut introduire les instituts : lutte fructueuse de l'AGET et des étudiants le conseil d'Université vote contre.

De même, une association privée et donc payante se permettait impunément de donner des cours en capacité de droit dans l'Université tout comme n'importe quel cours. Un comité de lutte lancé par l'AGET est formé.

Enfin, en 2 jours, 400 étudiants se sont prononcés pour le réengagement de l'Etat.

Plus grave et plus symptomatique de l'orientation de l'UNEF ID, celle-ci à refusé, à Tolbiac, de prendre position sur le budget.



RAPPEL

Il est interdit de fumer dans les séances plénières.

Par contre, on peut se rattrapper pendant les pauses !!!

Pour ça, Orléans a pensé à vous, en amenant des "munitions".

Demandez-les aux délégués de l'UGES-UNEF.

NOUVELLE

Il était dix heures du soir quand j'entendis la sonette de la porte d'entrée. Je n'y tendais personne mais j'allais quand même ouvrir.

C'était cette chère loque:

- "Hello Watson!" lança-t-il à mon adresse, "J'espère que je ne vous dérange pas." continua-t-il.

- Entrez Holmes, vous êtes ici le bienvenu. Quel bon vent vous amène ? Pas de problème ?

- Une mission, Watson ! Nous allons avoir du travail pour un bon bout de temps. Etes-vous au courant des troubles estudiantins qui ont parcouru la FRANCE ?

- Evidemment, je me suis tenu informé par les nouvelles à la télévision et dans les journaux. Mais, l'affaire me semble terminée. Le projet a été retiré et le ministre a démissionné. Cela a même coûté une vie.

- L'affaire ne fait que commencer, Watson. L'Université est en péril, et nous devons l'aider. Moriarty est encore derrière tout ça. Il s'est seulement camouflé sous un pseudonyme facilement identifiable : M ... La politique universitaire menacée par ceux qui osent se qualifier de "libéraux" est que catastrophique.

Mon ami paraissait passablement excité, j'eut peur qu'il n'ait pris quelque drogue ayant contaminé au sida mental dont une certaine presse parle tant. Il fallait le calmer :

- Voyons, expliquez-vous Holmes !

- L'Université connaît de graves problèmes dont les étudiants ne peuvent que souffrir : TD surchargés, dévalorisation de certaines filières au profit d'autres, contenu des études plus que problématique, etc.

- la liste est longue, mon ami, vous en oubliez.

- En effet, le désengagement de l'Etat, par exemple, ne peut que nuire à l'élaboration d'une Université de qualité ouverte au plus grand nombre. L'Université est un investissement considérable, mais nécessaire à la santé de la FRANCE. De plus c'est un devoir pour l'Etat que de l'ouvrir. Ecoutez ceci : "La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat".

- D'où diable tenez-vous ça, Holmes ?

- Mais, du Préambule, toujours en vigueur, de la Constitution de 1946. Vous pouvez constater qu'elle est bafouée, sinon violée.

- L'action est donc bien nécessaire ?

- Il faut plus que jamais agir !

- Avec qui ?

- Action avec UNEF ; et mobilisation des étudiants qui ont montré qu'ils n'étaient pas inertes.

- Elémentaire, mon cher, Holmes !

Philippe BATREAU

Tiré du "Rasé"

Paris X. NANTERRE

EXPLOIT AU 72ème CONGRES DE L'UNEF

Malgré 450 km à dos d'âne, le pineau des charentes et les tourteaux fromagers sont arrivés à bon port au stand de POITIERS.

Il est toutefois possible qu'il en ait pas pour tout le monde :

Dépêchez-vous sans quoi vous risquez de regretter longtemps votre hésitation.



SUR LA COMMISSION "FORMATION"...

Dans mon intervention, j'ai lancé un appel au Congrès pour développer la commission "Formation" de l'union nationale. Cache d'échanges entre copains de différents cycles et différents secteurs, elle doit permettre d'avancer des solutions globales, ou pointues pour améliorer nos formations, avec le souci d'implanter l'information partout. La commission du BN coordonne les réflexions des AGE, redistribue les informations.

Je souhaite participer à la commission "Formation"
NOM.....
PRENOM..... AGE.....
ETUDES..... ANNEE.....
CYCLE.....
COORDONNEES.....
.....
(à renvoyer à la tribune)

Catherine Jouanneau
(Sorbonne)

ANNONCES

Les délégués de Nice sont priés d'être présents et attentifs lors des débats. Merci signé: le plus sérieux des Niçois.

Le Chouchou de l'AGE de Rennes est soldé à 36^F la bouteille au lieu de 45^F. Précommandez vos commandes; il n'y en aura pas pour tout le monde

Vous avez vu l'expo de Nanterre ?
Commandez vos photos en allant voir Pascal (le mec de la gazette) et en notant les n° des photos !!

IMPRESSION À L'IMPRESSION

BOUFFEE D'OXYGENE

C'est vrai: ça fait plaisir de voir ici tant d'étudiants représentant leur AGE. Tant de délégués...surtout tant d'idées: tant de raisons de penser que faire bouger l'université est tout à fait possible.

Pour ma part, j'ai appris beaucoup quant aux moyens de faire bouger la fac utilisés par l'UNEF ça et là. Les échanges d'expériences apportent beaucoup quant aux moyens à utiliser.

C'est une expérience irremplaçable. Malgré la fatigue, rien que pour ça, ça vaut la peine de participer au congrès.

Un copain de POITIERS

D'après des infos récentes, l'AGE de Nice offre le la boisson gratuite dès aujourd'hui.

Vous avez vu, Catherine Jouanneau recadre dans la gazette. Et Hoops!

La lutte à l'université de Saint-Etienne

LES VERTS SE REVOLTENT

Tout a commencé par cinq centimètres d'eau dans un amphi et par des classes bourrées. Puis, ce fut la colère la grève, la manif. Et l'appel national aux étudiants. Le 26 novembre, ils seront dans la rue

de notre envoyé spécial.

Un ciel encastré recouvre Saint-Etienne. La rue de la Métare est encore plus triste quand il pleut. Une population ouvrière reléguée à la périphérie et entre deux routes bien maïdes, des préfabriqués gris métallique. D'un gris sale. On y accède sans difficulté. La grille d'entrée est arrachée. Suivez le guide.

Le sol d'une première salle montre ses crevasses et du plafond d'une deuxième pendent des fils électriques. Quelques vieilles tables bancalées, peu de chaises, des rideaux troués, c'est le décor lugubre planté pour 250 étudiants en arts plastiques. Alors que ces locaux sinistres et insalubres ont été désertés par la fac de médecine, la présidence de l'université de Saint-Etienne a eu l'idée géniale d'y caser toute une unité d'enseignement.

Et ce qui devait arriver arriva. A peine rentrés, les étudiants patanagent dans cinq centimètres d'eau tombée du ciel en passant par les toits. L'amphi-

passoire a tout déclenché. Les inscrits en arts plastiques ont dit « pouce », posant crayons, pinceaux et stylos. C'est la grève. Le même jour, dans un autre coin de la ville, c'est la fac de lettres qui craque. Tous les étudiants inscrits en anglais ne trouvent pas de place dans leur salle de travail dirigé. Ils disent « ça suffit », on ne se laisse pas faire ! Et c'est la grève...

Depuis cette poussée de colère de début novembre, les raisons de la révolte étudiante n'ont cessé de s'accumuler : manque de locaux, de profs, de personnel, de moyens ; limitation de l'accueil, de géographie est une pièce minuscule de bibliothèque pauvre. Exemple : le laboratoire de géographie est une pièce minuscule où le matériel de recherches s'entasse dans des cartons. Les places en amphithéâtre sont chèrement disputées sur des planches en bois rafistolées. Les demandes de bourses restent de plus en plus au placard. Et les multiples promesses de constructions nouvelles sont restées des promesses. Inventaire édifiant qui fait de Saint-Etienne une université pilote dans la mise en œuvre brutale de tout ce que contenait le défunt projet Devaquet.

S'il est vrai que ces coups ne sont pas spécifiquement stéphanois, leur portée fait ici plus mal qu'ailleurs. Normal.

Trente pour cent des 12.000 étudiants sont des enfants d'ouvriers. Un sur quatre est boursier et, dans leur grande majorité, ils doivent impérativement dégoter un boulot pour payer leurs études et tenter ainsi d'échapper à la statistique infernale qui recense un taux record de 60 % d'étudiants quittant l'université de Saint-Etienne sans aucun diplôme !

Cependant, il y a un grand « mais ». Etudiant en sciences éco, et délégué de sa fac au congrès de l'UNEF qui se tient ici jusqu'à dimanche soir, Marc Peit explique : « Tous ces problèmes existent depuis des années. Mais depuis le mouvement de novembre-décembre 1986, on ne les voit plus avec les mêmes yeux. On ne les aborde plus de la même façon. Ce qui pouvait être considéré comme inévitable avant, est devenu insupportable. Tout le monde est touché. Pas un seul étudiant de Saint-Etienne n'est épargné et il y a vraiment une volonté de ne pas se laisser faire, de ne rien laisser passer. »

Volonté qui s'est fait entendre. Après les grèves en arts plastiques et en anglais, la pâte n'est jamais retombée, au contraire. Manif à la préfecture, organisation de TD sauvages en pleine rue, vente symbolique de diplômes au rabais devant la mairie de l'UDF Dubanchet.

« Mais très vite, ajoute Marc, on a pris conscience que les problèmes de Saint-Etienne étaient liés à ceux de toutes les facs et qu'il n'y avait pas d'autre solution que d'obtenir une augmentation du budget. C'est ce qui nous a poussés à lancer cet appel national à tous les étudiants. » Car, soyons justes, si Saint-Etienne partage avec Nancy et Censier l'initiative qui a débouché sur la tenue d'un comité national interfaces, la grève et la manif du 26 novembre, les Verts ne sont pas peu fiers d'être du trio qui a lancé le mouvement.

Leur lutte est animée par un comité de quatre-vingts étudiants rassemblant sans exclusive et sans préalable tous ceux qui veulent bouger. Ciel sombre ou pas, on les entendra jeudi, dans les rues de Saint-Etienne.

Philippe Bouchard



ALLEZ, ALLEZ VOUS N'ÉCHAPEREZ PAS AUX LUTTES DES ÉTUDIANTS ET DE L'UNEF !